

Un mur, une barrière, une clôture...il existe différentes façons d'appeler la barrière de séparation entre Israël et la Cisjordanie. Une séparation qui, au-delà de son existence controversée, de son périmètre discutable et de sa raison d'être ambiguë, crée des différences de droit et de conditions de vie pour les personnes qui vivent de part et d'autre de ce mur.

Nombreux sont les murs qui encore aujourd'hui ne cessent d'être construits, tant en Europe que dans d'autres pays du monde, où parfois leur présence est devenue synonyme de paix et bonne coexistence entre voisins. Si à Belfast, certains parlent encore aujourd'hui de « murs de la paix », de leur finalité initiale de mettre fin aux violences et permettre aux catholiques et protestants de bien vivre « ensemble » <sup>[1]</sup>« [Les murs de la paix en Irlande du nord. Guerres mondiales et conflits contemporains](#) », Epinoux E., (2001)., le mur qui entoure la Cisjordanie, et qui a été construit unilatéralement par Israël, ne semble pas avoir atteint ce but de bonne coexistence entre voisins. Sa construction a débuté en 2002 en réponse à la deuxième Intifada palestinienne. Afin de contenir les terroristes provenant de Cisjordanie, le Premier Ministre Ariel Sharon avait approuvé l'érection d'une clôture qui permettrait à l'armée israélienne de contrôler toute personne entrant en Israël à partir du territoire palestinien. A cette raison - partagée par la plupart de l'opinion publique -, plusieurs ajoutent aussi le défi démographique ressenti par Israël <sup>[2]</sup>« [The Writing on the Wall: Israel, the Security Barrier and the Future of Zionism](#) », Clive J., (2009)., qui aurait pu justifier la construction d'une barrière de plus de 700 km bien au-delà de l'internationalement reconnue ligne verte <sup>[3]</sup>« [Walls of Shame: West Bank Separation Wall, Al Jazeera](#). », occupant de facto 9% du territoire palestinien <sup>[4]</sup>La barrière de séparation passe pour 85% à l'intérieur des territoires palestiniens, divisant les palestiniens de leurs terres agricoles et isolant 11.000 palestiniens entre Israël et le mur, ... Continuer la lecture.

Une division du territoire à tâches

Si bien que les clôtures, pour la plupart en fil barbelé, ont amené à une démarcation physique entre identités et à la matérialisation d'une division qui existait auparavant dans la sphère politique <sup>[5]</sup>« Vision and Division in Israel », Kreimer S., (2017)., elle résulte d'un processus qui remonte au moins à la signature des accords d'Oslo en 1993. Avec la répartition de la Cisjordanie en zones A, B, C, la géographie du territoire ne sera plus la même, où seulement 18% restent aujourd'hui sous le contrôle militaire et civil de l'Autorité Palestinienne (zone A). Lorsque l'on observe une carte de la région, on voit alors un territoire fragmenté, où les différentes couleurs représentent les différents types de pouvoir que chaque entité, soit israélienne soit palestinienne, détient sur une portion bien

déterminée du territoire. Ce qui ressort inévitablement est la limitation de la liberté de mouvement et de circulation des palestiniens. « Les villages et les villes de Cisjordanie sont entourés par des enclaves israéliennes, des monceaux de terre et des barrages routiers »<sup>[6]</sup>« [Quelques atteintes aux droits de l'Homme dans les Territoires occupés. Extraits du rapport de 2004](#)”, *Confluences Méditerranée*, (2005).. Non seulement, certaines routes sont interdites à la circulation des palestiniens, mais lorsqu'ils se déplacent d'une ville palestinienne à l'autre ces derniers font aussi l'objet de restrictions constantes et de contrôles identitaires et sécuritaires humiliants aux checkpoints.

Hébron : une ville contestée

[A l'heure actuelle, le nombre d'israéliens vivant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est s'élève à plus de 600.000 personnes, installées dans 244 lieux de peuplement](#). Si la majorité d'entre eux habitent dans des colonies surgies aux marges des villes palestiniennes et dont l'installation a souvent été soutenue par le gouvernement israélien des points de vue financier, juridique et administratif, ceci n'est pas le cas à Hébron. Il s'agit en effet de la seule ville où les colons se sont installés dans le cœur de la ville même, en revendiquant son importance religieuse par la présence du tombeau des Patriarches, le monument construit au-dessus de la tombe d'Abraham - lieu sacré pour les juifs, musulmans et chrétiens. La ville est revendiquée par les juifs suite au massacre de 1929, lorsque 67 juifs vivant à Hébron ont été tués par des civils et policiers arabes, causant la fin de la présence juive dans la ville. La colonisation progressive a ainsi commencé en 1968, quand le Rabbi Levinger s'est rendu à Hébron avec un groupe d'israéliens pour fêter la Pâque juive (Pessah) et n'a plus quitté la ville, obtenant plus tard la légitimation du gouvernement. C'est à ce moment qu'une claire séparation de droits et des espaces entre palestiniens et israéliens a commencé.

Une visite à Hébron

Si l'on veut voir avec ses propres yeux et faire expérience de comment la vie peut être partagée - ou pas - entre palestiniens et israéliens à Hébron, il suffit de joindre un des tours de Breaking the silence. L'organisation israélienne sans but lucratif, fondée par d'anciens combattants israéliens, vous amènera par les rues d'Hébron où des ex-soldats même vous raconteront leurs expériences personnelles vécues au cours de leurs 3 ans de service militaire obligatoire<sup>[7]</sup>Deux ans pour les filles. dans les territoires palestiniens occupés<sup>[8]</sup>[Breaking the silence](#).. Avec plus de 2.000 témoignages recueillis, ces ex-soldats veulent partager leur vécu, informer l'opinion publique israélienne et internationale de la réalité dans les territoires occupés et dénoncer les injustices dont ils ont été témoins, dans le but ultime de miner le système d'occupation en place.

En 1997, suite à la signature des accords d'Hébron, la ville a été divisée en deux zones : H-1, sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne, où plus de 200.000 Palestiniens vivent dans 80% de la ville, et zone H-2 sous le contrôle militaire israélien où 800 colons habitent <sup>[9]</sup>« [Life behind the wall - a look at Palestinians' struggle for survival](#)”, Lowry W., (2018)., auxquels s'ajoutent des milliers de Palestiniens. Ce régime de séparation a été instauré suite au massacre commis par le colon Baruch Goldstein, qui en 1994 est entré dans le tombeau des Patriarches pendant la prière musulmane et a tué 29 palestiniens <sup>[10]</sup>Breaking the silence, Soldiers' Testimonies from Hebron 2008-2010. . C'est ainsi qu'on en est arrivé aujourd'hui à un véritable régime de ségrégation entre Israéliens et Palestiniens, fondé sur des restrictions de mouvements et de libertés pour les Palestiniens et sur un contrôle militaire constant qui se concrétise par la présence de 600 soldats dans la zone H-1.

Ici tu ne peux pas marcher !

Arrivant au tombeau des Patriarches et marchant quelques mètres en direction du centre de la vieille ville, les vendeurs ambulants palestiniens s'arrêtent. Ils savent qu'ils ne peuvent pas continuer à marcher avec les touristes, qui, accompagnés par l'ex-combattant de Breaking the silence entrent dans une rue « stérilisée ». C'est ainsi que l'on appelle les rues d'Hébron interdites au passage des Palestiniens. Avec l'expansion progressive de la zone H-2 dans la vieille ville, Israël a mis en place un système de limitation de droits et d'espace pour les Palestiniens, leur interdisant de conduire, d'ouvrir des commerces ou/et de marcher dans certaines rues. Les Palestiniens qui habitent toujours dans ces zones interdites à leur passage sont donc obligés de passer au-dessus de leur toit pour rejoindre des quartiers où ils peuvent travailler, faire leurs courses ou aller à l'école.

En entrant dans la vieille ville, dans ses rues et places vides, on aurait donc l'impression d'être dans une ville abandonnée, une ville fantôme, si ce n'est pour quelques fenêtres ouvertes et la présence constante de soldats. Ils suivent les touristes - leur but n'étant cependant pas clair, peut-être pour leur protection ou plus probablement leur surveillance. Lorsqu'un colon s'approche d'eux, en criant de partir et d'arrêter le tour, les soldats ne peuvent rien faire. En effet, on apprend vite que l'armée n'a aucun pouvoir sur les colons, sur lesquels s'applique la juridiction civile, alors que les Palestiniens vivant dans la zone H-2 doivent respecter la loi militaire israélienne. Ceci apparaît très clairement pendant les périodes de couvre-feu, qui peuvent durer des semaines entières, durant lesquelles les Palestiniens peuvent sortir de leurs maisons seulement pendant des horaires bien définis.

Une critique qui vient de l'intérieur

Avec une telle prise de conscience, il est spontané de se demander si la situation à Hébron,

et plus généralement dans les territoires occupés, pourrait jamais changer. Même si 8.000 colons ont été évacués de Gaza en 2006, la situation en Cisjordanie, avec plus de 600.000 Israéliens y vivant, semble être beaucoup plus complexe. Mais au-delà des chiffres, un facteur important ressort de l'expérience à Hébron : l'existence d'une critique interne à l'Etat d'Israël. Une critique qui ne se laisse pas conditionner par la peur, le discours politique ou les motivations religieuses, mais qui au contraire trouve la force d'aller à contre-courant, de dénoncer une réalité dérangeante et de lutter pour que ces murs de séparation soient abattus, permettant ainsi un avenir meilleur tant pour les Israéliens que pour leurs voisins Palestiniens.

**Veronica Lari.**





## Documents joints

[Un regard au-delà du mur : une visite à la ville palestinienne d'Hébron](#)

Notes

Notes

- ↑1 « [Les murs de la paix en Irlande du nord. Guerres mondiales et conflits contemporains](#) », Epinoux E., (2001).
- ↑2 [“The Writing on the Wall: Israel, the Security Barrier and the Future of Zionism”](#), Clive J., (2009).
- ↑3 [“Walls of Shame: West Bank Separation Wall, Al Jazeera](#).

- ↑4 [La barrière de séparation passe pour 85% à l'intérieur des territoires palestiniens, divisant les palestiniens de leurs terres agricoles et isolant 11.000 palestiniens entre Israël et le mur, qu'ils doivent traverser afin d'avoir accès à leurs propriétés et à d'autres services. Human Rights Watch, \(2019\).](#)
- ↑5 « Vision and Division in Israel”, Kreimer S., (2017).
- ↑6 « [Quelques atteintes aux droits de l'Homme dans les Territoires occupés. Extraits du rapport de 2004”, Confluences Méditerranée, \(2005\).](#)
- ↑7 Deux ans pour les filles.
- ↑8 [Breaking the silence.](#)
- ↑9 « [Life behind the wall - a look at Palestinians' struggle for survival”, Lowry W., \(2018\).](#)
- ↑10 Breaking the silence, Soldiers' Testimonies from Hebron 2008-2010.